



## Arrêt

**n° 128 439 du 29 août 2014  
dans l'affaire X / V**

**En cause : X**

**ayant élu domicile : X**

**contre :**

**le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides**

### **LE PRÉSIDENT F.F. DE LA VE CHAMBRE,**

Vu la requête introduite le 2 avril 2014 par X, qui déclare être de nationalité congolaise (R.D.C.), contre la décision du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, prise le 28 février 2014.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 12 mai 2014 prise en application de l'article 39/73 de la loi précitée.

Vu la demande d'être entendu du 21 mai 2014.

Vu l'ordonnance du 28 juillet 2014 convoquant les parties à l'audience du 25 août 2014.

Entendu, en son rapport, C. ANTOINE, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en ses observations, la partie requérante représentée par Me T. KIANA TANGOMBO loco Me W. NGASHI NGASHI, avocat.

### **APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :**

1. Le recours est dirigé contre une décision de refus du statut de réfugié et de refus du statut de protection subsidiaire, prise par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, qui est motivée comme suit :

« A. Faits invoqués

*Vous avez invoqué les faits suivants à l'appui de votre demande d'asile : vous dites être de nationalité congolaise (République Démocratique du Congo), d'origine ethnique gbandi et originaire de Wapinda. Vous n'avez pas d'affiliation politique. Depuis 1966, vous étiez soldat dans les Forces Armées Zaïroises, dans la force aérienne. Depuis cinq ans, vous n'étiez plus soldat actif et vous touchiez chaque mois 15\$ pour subvenir à vos besoins. C'est ainsi que vous avez fait partie d'un groupe de cinq personnes (anciens militaires) appelé « likelemba ». Chaque mois, vous cotisiez pour que l'un d'entre*

vous puisse disposer d'une somme d'argent plus conséquente. Un jour, l'un d'eux a proposé de faire de ce groupe « likelemba » un groupe armé. Vous avez directement refusé. Plus tard, un membre du groupe vous a appris l'arrestation d'un autre membre et le fait que la Demiap (Détection Militaire des Activités Anti-Patrie) vous recherchait. Vous avez alors pris la fuite et avez vécu quelque temps chez des amis. Etant donné vos problèmes de santé, une de vos connaissances s'est engagé à vous faire quitter le pays. Ainsi, le 25 janvier 2014, vous avez pris un avion à Ndjili, accompagnée de cet homme, pour arriver en Belgique le lendemain. Vous avez introduit une demande d'asile à l'Office des étrangers le 28 janvier 2014.

En cas de retour au Congo, vous craignez vos autorités car vous dites être recherchée par la Demiap. Vous avez également invoqué une arrestation en 2013 à cause de votre ethnie gbandi.

## **B. Motivation**

Force est de constater qu'il n'est pas possible d'accorder foi à vos déclarations et d'établir qu'il existe, dans votre chef, une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 ou un risque réel d'encourir des atteintes graves telles que définies à l'article 48/4 de la Loi sur les étrangers (loi du 15 décembre 1980) pour les motifs suivants.

A la base de votre fuite du Congo en janvier 2014, vous invoquez le fait que vous étiez recherchée par la Demiap car, faisant partie d'un groupe likelemba, un des membres de ce groupe (le Capitaine Mbuyi) avait souhaité en faire un groupe armé. Vous dites aussi que l'un d'entre vous (un certain Lokali) avait déjà été arrêté (voir audition CGRA, pp.6 et 7).

Or, vos déclarations peu étayées et les incohérences relevées dans ces dernières empêchent de considérer votre récit d'asile comme crédible. Ainsi, vous ignorez pourquoi le Capitaine Mbuyi voulait former un groupe armé, vous ignorez quand et pourquoi Lokali a été arrêté (voir audition CGRA, p.7). Alors que vous dites dans un premier temps que c'est un homme, le Capitaine Mbuyi qui voulait organiser un groupe armé, ensuite, vous dites qu'il s'agissait également d'un souhait de deux hommes, le précité et le Lieutenant Eko, un autre membre de votre groupe (voir audition CGRA, p.7).

Ensuite, vous dites que c'est le Caporal Mbemba qui a vous a informée de l'arrestation de Lokali et du fait que vous étiez recherchée mais il est incohérent que vous n'ayez posé aucune question à cet homme pour en savoir plus avant de prendre la fuite de votre pays. En effet, vous ignorez si les autres membres du groupe étaient recherchés aussi car vous n'avez posé aucune question au Caporal Mbemba ; vous dites que dès qu'il vous a donné ces informations, vous avez eu peur et vous avez fui (voir audition CGRA, p.8) ; vous dites aussi ne pas avoir cherché à vérifier les informations fournies par cet homme avant de fuir votre pays d'origine (voir audition CGRA, p.9). Il n'est pas crédible de fuir son pays d'origine, où vous aviez toutes vos attaches et où vous avez vécu et travaillé toute votre vie, sur les dires d'un seul homme et sans même avoir fait vérifier ces informations.

Alors que vous avez situé ce problème entre août et septembre 2013, il vous a été demandé d'expliquer chez qui vous aviez trouvé refuge jusqu'à votre départ du pays en janvier 2014 mais vos propos sont restés vagues et imprécis (voir audition CGRA, pp. 7 et 8). Vous avez tenu des propos hésitants, marqués de silences quand il vous a été demandé de dire chez quels amis vous étiez restée vivre durant cette période. Quand finalement vous avez cité le nom de votre amie « Mamie », vous n'avez pas pu citer son nom complet alors que vous disiez qu'elle était Lieutenant. Tenant compte de votre âge et de votre situation médicale (voir audition CGRA, pp. 4, 9 et 12), il est tout de même incompréhensible que d'une part, vous soyez si peu prolixe quant aux endroits où vous auriez vécu avant votre départ du pays et d'autre part que vous ignoriez le nom complet d'une personne que vous qualifiez comme étant une amie et de surcroît militaire comme vous.

Ces éléments empêchent de croire aux faits que vous invoquez à l'appui de votre demande d'asile.

Quand il vous a été demandé si vous aviez connu d'autres problèmes au Congo, vous avez invoqué de manière vague le fait que, dans le courant 2013, vous aviez été arrêtée par des hommes en tenue civile alors que vous étiez dans la rue et que vous aviez été détenue dans un cachot du camp Kokolo durant trois jours (voir audition CGRA, pp.9, 10 et 11). Vous avez finalement expliqué que c'était parce que vous étiez d'ethnie mugbandi tandis que ces hommes qui vous avaient arrêtée étaient de l'ethnie muswahili. Concernant cet événement, vos propos sont peu convaincants et peu étayés. Outre le fait que vous ne pouvez situer cet événement dans le temps, vous ramenez les faits à vos problèmes de

santé (problème à un oeil et problèmes de dos). Quand il vous a été demandé comment avait eu lieu votre arrestation, vous avez déclaré que vous étiez connue dans ce milieu et qu'ils (des gens en tenue civile) vous avaient vue marcher (idem, p.10), ce qui reste vague et ne permet pas de convaincre le Commissariat général. Quand il vous a été demandé de parler de ces jours de privation de liberté dans un cachot, d'expliquer ce que vous faisiez et ce qui s'était passé, vos propos n'ont pas reflété un réel vécu tant ils sont lacunaires et imprécis (voir audition CGRA, p.11). Il ressort donc de ces éléments que la crédibilité de vos déclarations est remise en cause.

En ce qui concerne les documents que vous avez versés au dossier pour appuyer votre demande d'asile, ils ne peuvent changer le sens de cette décision. En effet, le brevet militaire de parachutiste de 1966, la carte de service sous le Maréchal Mobutu, la carte de recensement militaire à votre nom, et la photo de vous entourée de vos collègues militaires constituent des preuves de votre engagement militaire par le passé. Le fait que vous avez servi l'armée congolaise n'est nullement remis en cause dans cette décision ; toutefois, ces documents ne permettent pas de rétablir la crédibilité des faits que vous avez invoqués à la base de votre crainte en République Démocratique du Congo.

Le Commissariat général relève également le fait que vous avez omis de déclarer tant à l'Office des étrangers qu'en audition au Commissariat général que votre fille [M. N.] réside légalement en Allemagne avec son époux ; au contraire, vous aviez dit qu'elle vivait, comme ses soeurs, à Kinshasa (voir composition de famille de l'OE et audition CGRA, p.2). Si vous avez dit avoir fait, par le passé, une demande de visa pour venir en Europe qui a été refusée, vous avez déclaré lors de votre audition que c'était à cause de vos problèmes de santé que vous aviez fait cette demande, pour obtenir des soins médicaux en Europe, il y a près de deux ans (voir audition CGRA, pp. 5 et 6). Or, il ressort du dossier « visa » dont copie figure dans le dossier administratif que cette demande de visa avait pour but une visite familiale à votre fille et son époux et elle ne date que du mois de mai 2013, soit il y a moins d'un an. Confrontée au fait que vous avez délibérément omis de déclarer avoir une fille qui vit en Europe (voir audition CGRA, p.4), vous avez répondu qu'à votre arrivée ici, on vous avait dit que votre fille était rentrée au Congo, mais vous êtes vague quand il s'agit de dire qui vous a donné cette nouvelle et vous ajoutez qu'elle est rentrée à Kinshasa peut-être pour un bref séjour ; enfin, vous dites que vos pensées étaient ailleurs, raison pour laquelle vous n'avez pas donné cette information aux instances d'asile belges (voir audition CGRA, pp.11 et 12). Ces explications ne sont pas convaincantes. En l'absence de crédibilité des faits invoqués, votre attitude tend à démontrer la véritable raison de votre présence en Europe, à savoir rejoindre votre fille et sa famille qui résident légalement sur le sol allemand. Vous invoquez également des problèmes de santé (voir audition CGRA, pp. 4, 9 et 12). Ces deux motifs n'entrent toutefois pas dans les critères d'application de la Convention de Genève en vue de l'obtention d'un statut de réfugié ni dans ceux pour l'octroi de la protection subsidiaire.

Tous ces éléments empêchent de croire que vous ayez réellement une crainte actuelle fondée de persécution au Congo, au sens de la convention de Genève de 1951 ou que vous encourriez un risque réel d'atteintes graves telles que définies à l'article 48/4 de la Loi sur les étrangers (loi du 15 décembre 1980).

### C. Conclusion

Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers ».

2. Le Conseil constate l'absence de la partie défenderesse à l'audience. Dans un courrier du 5 août 2014, celle-ci a averti le Conseil de cette absence en expliquant en substance que dans le cadre de la présente procédure mue sur la base de l'article 39/73 de la loi du 15 décembre 1980, « Si la partie requérante a demandé à être entendue, je considère pour ma part ne pas avoir de remarques à formuler oralement ».

En l'espèce, l'article 39/59, § 2, de la loi du 15 décembre 1980, dispose comme suit :

« Toutes les parties comparaissent ou sont représentées à l'audience.

Lorsque la partie requérante ne comparaît pas, ni n'est représentée, la requête est rejetée. Les autres parties qui ne comparaissent ni ne sont représentées sont censées acquiescer à la demande ou au recours. [...] ».

Cette disposition ne contraint pas le juge, qui constate le défaut de la partie défenderesse à l'audience, à accueillir toute demande ou tout recours (en ce sens : C.E., arrêt n° 212.095 du 17 mars 2011). L'acquiescement présumé dans le chef de la partie concernée ne suffit en effet pas à établir le bien-fondé même de la demande de protection internationale de la partie requérante. Il ne saurait pas davantage lier le Conseil dans l'exercice de la compétence de pleine juridiction que lui confère à cet égard l'article 39/2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980. Il en résulte que comme tel, le refus de la partie défenderesse de comparaître à l'audience ne peut être sanctionné par le Conseil, auquel il incombe de se prononcer sur le bien-fondé de la demande de protection internationale de la partie requérante, en se basant à cet effet sur tous les éléments du dossier communiqués par les parties.

Il n'en demeure pas moins que l'article 39/73 de la loi du 15 décembre 1980 ne dispense pas la partie défenderesse de comparaître à l'audience, quand bien même elle n'aurait pas elle-même demandé à être entendue, audience au cours de laquelle elle pourrait notamment être amenée à répliquer aux éléments nouveaux invoqués par la partie requérante conformément à l'article 39/76, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980. Dans la mesure où ce refus de comparaître empêcherait le Conseil, qui ne dispose d'aucun pouvoir d'instruction, de se prononcer sur ces éléments nouveaux, le Conseil n'aurait alors d'autre choix que d'ordonner à la partie défenderesse d'examiner ces éléments nouveaux et de lui transmettre un rapport écrit dans les huit jours, conformément à l'article 39/76, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980.

3. Devant le Conseil du contentieux des étrangers, la partie requérante confirme fonder substantiellement sa demande d'asile sur les faits exposés dans la décision attaquée.

4. Le Commissaire général refuse de reconnaître la qualité de réfugié à la partie requérante pour différents motifs (voy. ci-avant, § 1). Dans sa décision, la partie défenderesse conclut en substance, sur la base de motifs qu'elle détaille, à l'absence de crédibilité de la partie requérante sur plusieurs points importants du récit.

5. La partie requérante conteste la pertinence de la motivation de la décision attaquée au regard des circonstances de fait propres à l'espèce.

6. Le Conseil constate que ces motifs sont conformes au dossier administratif et sont pertinents. Le Conseil, qui les fait siens, estime qu'ils suffisent à justifier le rejet de la demande d'asile, dès lors que le défaut de crédibilité du récit de la partie requérante empêche de conclure à l'existence, dans son chef, d'une crainte de persécution ou d'un risque réel d'atteintes graves, à raison des faits allégués.

7. Le Conseil observe également que la partie requérante n'avance, dans sa requête, aucun élément de nature à énerver lesdits motifs de l'acte attaqué ou à établir qu'il existe dans son chef une crainte fondée de persécution ou un risque réel d'atteintes graves.

7.1. A l'inverse de ce que soutient la partie requérante, le Conseil estime que la partie défenderesse a procédé à une analyse adéquate des différentes déclarations de la requérante et des pièces qu'elle dépose à l'appui de sa demande d'asile, lesquelles ont été examinées à la lumière de l'ensemble des éléments du dossier administratif. Sur base de cet examen, le Commissaire général a légitimement considéré que les faits invoqués par la requérante n'étaient nullement établis.

7.2. Le Conseil considère que l'ignorance de la requérante quant aux motivations du Capitaine Mbuyi ne peut nullement s'expliquer par son refus d'adhérer à la proposition de ce dernier. Le Conseil estime en effet qu'une personne placée dans les mêmes circonstances que celles invoquées par la requérante aurait été capable de répondre correctement à cette question élémentaire posée par la partie défenderesse. De même, l'incohérence liée à son absence de vérification des informations fournies par le Caporal Mbemba ne peut nullement se justifier par les persécutions qu'elle a subies antérieurement, ces persécutions n'étant nullement établies. Pour le surplus, la partie requérante se borne à reproduire ou paraphraser les déclarations antérieures de la requérante, sans les étayer d'aucun élément concret de nature à renverser les constats posés par la partie défenderesse. En définitive, les incohérences de la partie requérante sont telles que le Commissaire général a légitimement pu conclure que les faits invoqués à l'origine de la demande de la requérante ne sont pas établis.

7.3. Dans sa requête et sa note complémentaire du 25 août 2014, la requérante soutient que son seul profil, à savoir un ancien militaire, d'ethnie gbandi et originaire de la province de l'Equateur, justifierait

l'octroi d'une protection internationale. A l'appui de sa thèse, elle cite des extraits de rapports, exhibe des articles de presse et se réfère au 66<sup>ème</sup> paragraphe de l'arrêt ZM c. France, du 14 novembre 2013, de la Cour européenne des droits de l'homme. Le Conseil constate que cette documentation n'établit nullement que la seule circonstance d'être un ancien militaire, d'ethnie gbandi et originaire de la province de l'Equateur, suffirait à induire une crainte fondée de persécutions ou un risque réel d'atteintes graves. La requérante n'établit pas davantage qu'elle serait dans une situation comparable à celles décrites dans les documents qu'elle produit. A cet égard, le Conseil relève notamment que le 67<sup>ème</sup> paragraphe de l'arrêt précité souligne que « *le requérant doit démontrer qu'il existe des motifs sérieux de croire qu'il présenterait un intérêt tel pour les autorités congolaises qu'il serait susceptible d'être détenu et interrogé par ces autorités à son retour* » et que la requérante ne procède pas à une telle démonstration. Le Conseil rappelle qu'il appartient au demandeur de convaincre l'autorité chargée de l'examen de sa demande d'asile qu'il remplit effectivement les conditions pour bénéficier du statut qu'il revendique. Or, en l'espèce, les déclarations de la requérante et les documents qu'elle exhibe ne sont pas de nature à convaincre le Conseil qu'elle relate des problèmes réellement vécus et que son seul profil justifierait l'octroi d'une protection internationale.

7.4. La partie requérante invoque également l'article 57/7 bis, ancien, de la loi du 15 décembre 1980, dont les termes sont partiellement repris dans l'actuel article 48/7 de la loi. Or, les conditions d'application de cette disposition ne sont pas remplies en l'espèce, la partie requérante n'établissant pas avoir été persécutée ou avoir subi des atteintes graves ou avoir fait l'objet de menaces directes d'une telle persécution ou de telles atteintes.

7.5. Le Conseil ne saurait davantage se satisfaire d'une affirmation telle que « *la R.D.Congo [...] reste un pays où règne encore une atmosphère générale d'insécurité* » : Il rappelle qu'il n'a pas pour tâche de statuer *in abstracto*, sur une base purement hypothétique ; il incombe au demandeur de démontrer *in concreto* qu'il a personnellement une crainte fondée de persécution ou un risque réel de subir des atteintes graves ou qu'il fait partie d'un groupe systématiquement exposé à pareilles persécutions ou atteintes au regard des informations disponibles sur son pays, *quod non* en l'espèce.

7.6. Le récit de la requérante ne paraissant pas crédible, le bénéfice du doute qu'elle sollicite en termes de requête ne peut lui être accordé.

8. Pour le surplus, dès lors qu'elle n'invoque pas d'autres faits que ceux exposés en vue de se voir reconnaître la qualité de réfugié, et que ces mêmes faits ne sont pas tenus pour crédibles, force est de conclure qu'il n'existe pas de « *sérieux motifs de croire* » à un risque réel de subir, à raison de ces mêmes faits, « *la peine de mort ou l'exécution* » ou encore « *la torture ou les traitements ou sanctions inhumains ou dégradants* » au sens de l'article 48/4, § 2, a) et b), de la loi du 15 décembre 1980. Le Conseil n'aperçoit par ailleurs, dans les écrits, déclarations et documents figurant au dossier qui lui est soumis, aucune indication d'un risque réel de subir les atteintes graves visées à l'article 48/4, § 2, c), de la même loi.

9. Dans une telle perspective, il n'est plus nécessaire d'examiner plus avant les autres motifs de la décision attaquée et les arguments de la requête qui y seraient afférents, un tel examen ne pouvant en toute hypothèse pas induire une autre conclusion.

10. Entendue à sa demande conformément à l'article 39/73, § 4, de la loi du 15 décembre 1980, la partie requérante, outre la note complémentaire précitée, s'en tient pour l'essentiel au récit et aux écrits de procédure.

11. Il en résulte que la partie requérante n'établit pas l'existence, dans son chef, d'une crainte de persécution ou d'un risque réel d'atteintes graves, en cas de retour dans son pays.

12. Les constatations faites *supra* rendent inutile un examen plus approfondi des moyens de la requête, cet examen ne pouvant, en toute hypothèse, pas induire d'autre conclusion quant au fond de la demande. Le Conseil rappelle à cet égard que dans le cadre de la compétence de pleine juridiction qu'il exerce au contentieux de l'asile, il est amené à soumettre l'ensemble du litige à un nouvel examen et à se prononcer par un arrêt dont les motifs lui sont propres et qui se substitue intégralement à la décision attaquée. Il en résulte que l'examen des vices éventuels affectant cette dernière au regard des règles invoquées en termes de moyen, a perdu toute pertinence.

13. Au demeurant, le Conseil, n'apercevant aucune irrégularité substantielle qu'il ne saurait réparer et estimant disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires, a rejeté la demande d'asile. La demande d'annulation formulée en termes de requête est dès lors devenue sans objet.

**PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

**Article 1<sup>er</sup>**

La qualité de réfugié n'est pas reconnue à la partie requérante.

**Article 2**

Le statut de protection subsidiaire n'est pas accordé à la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-neuf août deux mille quatorze par :

M. C. ANTOINE, président f.f., juge au contentieux des étrangers,

Mme M. PILAETE, greffier assumé.

Le greffier,

Le président,

M. PILAETE

C. ANTOINE